

Nouvelles sahraouies

N° 176 | février-mars 2020
paraît 4 fois par an – ISSN 1016-7730



S O M M A I R E

Brèves	2
Femmes sahraouies, femmes en marche	3
Des poissons dans le désert	5
Aux Canaries, le sable sahraoui attire les touristes	7
A l'aide! Ils volent mon pays et détruisent votre démocratie	8
Rencontre avec Kheira, jeune réfugiée sahraouie	10
Initiative pour des multinationales responsables	12
Traçabilité des produits sahraouis: Union européenne, rigueur et honte	14

LA LONGUE MARCHÉ DES FEMMES SAHRAOUIES

COMITÉ SUISSE DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
VAUROUX 2 – 2022 BEVAIX

E-MAIL: CONTACT@SAHRAOUI.CH – C.C.P. 12-6818-7
Comité de soutien au peuple sahraoui – 1211 Genève 8

BRÈVES

Le 15e congrès du Front Polisario a eu lieu du 19 au 26 décembre 2019 dans les territoires libérés près de Tifariti. Débats et élections ont jalonné les 5 jours de congrès. Le président de la RASD et Secrétaire général du Front Polisario a été réélu.

Notre comité a écrit au Haut Commissaire pour les Réfugiés pour s'indigner de l'absence programmée des réfugiés sahraouis lors de la première Conférence mondiale sur les réfugiés qui s'est déroulée à Genève du 16 au 18 décembre dernier. Les réfugiés sahraouis sont, depuis 45 ans, parmi les plus anciens réfugiés du monde. Ils sont plus de 170 000 à survivre dans les camps près de Tindouf en Algérie. L'excuse avancée est la suivante: « la situation des réfugiés sahraouis est politique ». La plupart des autres réfugiés n'ont-ils pas dû fuir leur pays pour des raisons politiques? Le Comité attend une réponse à sa lettre.

L'Afrique du Sud s'est retirée de la Coupe d'Afrique des Nations de futsal (28 janvier-7 février) qu'a organisé le Maroc dans la ville sahraouie d'El Ayoun qu'il occupe. Cette manifestation a suscité une vague d'indignation en Afrique et la position de la Confédération africaine de football (CAF), qui a entériné le déroulement de la CAN-2020 dans la ville

sahraouie, a été largement condamnée. Ces manifestations ont comme objectif politique de marocaniser illégalement le Sahara Occidental.

En prison à El Ayoun, ville occupée du Sahara Occidental, pour avoir voulu fêter, le 29 juillet 2019, la victoire de l'Algérie lors de la coupe 2019 d'Afrique des Nations de football, la jeune femme Mahfouda Bamba Lefkir, âgée de 35 ans, se trouve dans un état de santé inquiétant. Son père constate que sa fille souffre de problèmes de santé à force d'être battue à coups de matraque. Elle a été tirée si fort par les cheveux qu'elle a perdu connaissance après son arrestation. L'OMCT (Organisation Mondiale Contre la Torture à Genève) a appelé les autorités d'occupation marocaines à sa li-

bération immédiate et à celle de l'ensemble des défenseurs des droits humains sahraouis.

Lors de la même manifestation, Sabah Osman, professeuse d'anglais, est percutée à deux reprises par une voiture de police (des témoins affirment «volontairement»). Elle meurt de ses blessures. Une dizaine d'autres manifestant-e-s sont grièvement blessé-e-s.



Hommage à Sabah Osman, 24 ans, tuée par les forces marocaines pour avoir cru à la liberté de manifester pacifiquement.

Photo: SP

FEMMES SAHRAOUIES, FEMMES EN MARCHÉ



Vue d'un camp de réfugiés sahraouis.

Photo : SP

Alors que la marche mondiale des femmes a fixé le 18 février comme la journée internationale de solidarité avec les femmes sahraouies et que nous approchons du 8 mars, une place particulière est donnée dans ce bulletin aux Sahraouies qui poursuivent leur lutte pacifique depuis plus de 44 ans.

Les femmes sahraouies sont l'emblème de la résistance du peuple sahraoui. Lors de la guerre que l'armée sahraouie a menée contre le Maroc de 1975

à 1991, les femmes ont pris en charge toute l'organisation des camps de réfugiés – elles ont fait d'un désert invivable une terre de survie où aujourd'hui trois générations sont nées. Elles ont fabriqué les briques de terre séchée pour élever de petites bâtisses à côté des tentes de toile plus traditionnelles. Elles ont ouvert des écoles, se sont distribuées les tâches quotidiennes, ont vécu de ce que l'aide internationale commençait à leur apporter. Le réalisateur mauritanien Med Hondo, décédé l'an dernier, montre bien dans son film «Nous aurons toute la mort pour dormir» de 1977, les premières années de l'exil sahraoui dans un paysage aride, lunaire. Pourtant une population de plus de 170 000 personnes continue d'y vivre.

Des femmes d'ouverture
Rapidement, l'Union Natio-

nale des Femmes Sahraouies s'est créée et a vite représenté l'ouverture et des liens solides avec d'autres associations de femmes. Les Espagnoles, notamment, ont été parmi les premières à les soutenir, elles que l'Espagne venait d'abandonner entre les mains du Maroc. Ces Sahraouies réfugiées, loin de leur terre, de leurs familles parfois ou d'une partie de leurs restés au Sahara Occidental occupé, ont décidé que la vie devait continuer. La solidarité internationale s'est développée. Invitées à Pékin en 1995, à la 4ème Conférence mondiale des femmes, elles ont passé par Genève. Nous nous souvenons de leur départ pour la Chine et de leur retour. Elles sont revenues fortes des amitiés qu'elles avaient créées, prêtes à faire des camps de réfugiés un lieu d'accueil et de réflexion pour leurs nouvelles amies.

Ambassadrices

Elles ont été les vraies ambassadrices de leur peuple expliquant partout leur lutte avec une détermination sans faille. Des thèmes revenaient régulièrement dans les conférences où elles intervenaient: comment considéraient-elles leur lutte de femmes par rapport aux hommes? Qu'en était-il, par exemple, de leur représentation politique dans les instances dirigeantes du Front Polisario et de la République Arabe Sahraouie Démocratique? Que feraient-elles quand les hommes reviendraient, une fois la guerre finie? Seraient-elles renvoyées sous leurs tentes? Leurs réponses étaient sans équivoque. La grande différence avec les femmes des pays en paix qu'elles rencontraient, c'est qu'en état de guerre, de survie, comme elles l'étaient, elles ne pouvaient avoir d'autres priorités que celle de la lutte commune: obtenir les droits de toutes et tous. Elles adhéraient pleinement à ce combat où leur peuple résistait. Certaines divergences apparaissaient dans les débats selon les histoires individuelles et collectives et l'en-



vironnement. «Une guerre de libération demande de mettre entre parenthèses des besoins individuels ou de genre», disaient-elles. Au cours des ans, et surtout après le cessez-le-feu de 1991, la représentation politique des femmes est devenue une revendication forte, tout comme la nécessité de se doter de lois nouvelles. Lors du dernier congrès du Front Polisario, (le 15e), qui s'est tenu fin décembre 2019 à Tifariti, dans les territoires libérés du Sahara Occidental, les femmes ont été très présentes. Au bout de près de 45 ans d'exil et d'occupation,

elles veulent être plus nombreuses dans les institutions politiques. Depuis le congrès, elles sont 21% à siéger au Bureau du Front Polisario. Elles sont prêtes à remplir tous les postes mais les hommes ne sont sans doute pas encore prêts à mieux partager le pouvoir. Aujourd'hui, elles sont la tête de pont pour affronter pacifiquement les violations des droits humains qu'elles subissent.

Les hommes étant revenus après le cessez-le feu, elles ne sont pas rentrées sous leurs tentes. Pourtant, le partage du pays par un mur de plus de 2700 kilomètres, la séparation des familles, le statut de réfugiée ou de citoyenne de seconde zone dans les territoires occupés par le Maroc, sont très lourds à porter quand elles assistent impuissantes à la transgression de leurs droits par l'Europe et le pays qui se considère comme un des hauts lieux des droits de l'Homme: la France.



DES POISSONS DANS LE DÉSERT

Deux cinéastes espagnoles, Paula Iglesias et Ana Serna, viennent de tourner un film documentaire sur la ferme piscicole qui a été inaugurée le 27 février 2019 dans les camps de réfugiés sahraouis. Elles ont choisi d'arrêter leur caméra sur 3 jeunes femmes qui se sont investies dans cette ferme et qui dialoguent entre elles et avec les cinéastes?

Loin de leur patrie, Teslem, Dehba et Jadija ont décidé de réaliser un rêve: Installer une ferme piscicole en plein désert, là où les températures frôlent souvent les 50 degrés à l'ombre, pour nourrir un camp de réfugiés sahraouis. Une idée folle?

«Oui, beaucoup de gens pensent qu'il s'agit d'une idée folle. Mais, c'est lié à la situation des réfugiés vivant en plein désert depuis des décennies. Elever ici des poissons, c'est difficile. Elles-mêmes, elles ne savent pas



Teslem, Dahba et Jadija au travail.

Photo: SP

si cela va fonctionner. Elles essaient. Peut-être cela marchera, peut-être pas.»

Ce ne sont que des poissons

Avec leurs blouses blanches et leurs voiles colorés, les trois entrepreneuses se penchent sur les bassins pour mesurer la salinité et détecter les maladies. Chaque jour apporte sa sagesse. Aujourd'hui, elles étudient le tilapia, ce poisson venant du Nil, un migrant sans habitat naturel, bref: «C'est aussi un réfugié». Elles sont résolument optimistes: «Le succès du projet dépend de nous. De quoi avoir peur? Ce ne sont que des poissons.»

Nuit et jour, elles s'occupent de leurs «bébés» dans le bloc de reproduction. Et quand elles regardent les poissons répartis dans des toutes petites piscines, elles s'exclament: «Les poissons fuient la mort parce que, comme l'homme, ils aiment la vie.»

«On voulait faire un parallèle entre les poissons et les réfugiés dans les camps, avancent les cinéastes. *Beaucoup de choses sont pareilles. Quand on voit les piscines avec les poissons... Certains poissons traversent des pays pour chercher de la nourriture. Ces femmes font la même chose: elles ont dû partir et veulent retourner pour vivre dans leur pays. Et ce désert n'est même pas leur pays.* »

«Ce qui me fait vraiment honte...»

Le film glisse alors de situations anodines vers la colère: «Ici, nous souffrons d'un manque de protéines, mais ce qui me fait vraiment honte, c'est que même dans les territoires occupés du Sahara Occidental, au bord de l'Atlantique, les Sahraouis ne sont pas autorisés à profiter de la richesse de leurs eaux pour la pêche.»



Inauguration de la pisciculture.

Photo: SP

C'est alors qu'une des cinéastes parle des frontières du Sahara Occidental délimitées par le Maroc pour démontrer à quel point le projet des trois femmes touche à la question très sensible du Sahara Occidental d'aujourd'hui: «Le projet de l'élevage de poissons est un projet pour pouvoir vivre plus longtemps dans les camps, remarque Paula Iglesias. Les réfugiés y sont pourtant depuis 45 ans... En même temps, ces jeunes femmes ne peuvent pas survivre plus longtemps dans ce lieu, parce qu'il est impossible d'y vivre sans aide humanitaire. On doit donc repenser la situation du Sahara Occidental. C'est la dernière colonie en Afrique. L'Espagne a volé la décolonisation du peuple sahraoui, après le Maroc a envahi le territoire.»

Le Sahara Occidental, le Maroc et l'Union européenne

À la fin du film, les femmes boivent du thé et allument la télé. Dans le journal, le mouvement de libération sahraoui, le Front Polisario, condamne le pillage des ressources du Sahara Occidental après l'approbation de l'accord de pêche entre l'Union européenne et le Maroc contre la décision de la Cour européenne de justice. Un accord qui inclut le Sahara Occidental occupé. Le Front Polisario accuse alors l'Union européenne, « avec l'Espagne et la France en tête, de perpétuer le conflit».

La côte atlantique du Sahara Occidental étant parmi les plus poissonneuses du monde, elle est pillée par le Maroc et ses amis. Les Sahraouis, victimes

de la richesse de leurs ressources, continuent leur vie de réfugiés, et comble de l'absurde, construisent une ferme piscicole en plein désert.

Présenté en première internationale au Fipadoc, à Biarritz, en janvier 2020, après avoir gagné le Grand prix du Festival du documentaire de Bilbao, le court métrage Solo son peces, a tout pour faire parler de lui.

Pendant que le film était présenté à Biarritz, une nouvelle dépêche est tombée: le Maroc a adopté deux nouvelles lois pour élargir son emprise sur les eaux territoriales du Sahara Occidental.

Comité de rédaction

Keltoum Irbah, Christiane et Berthier Perregaux. La mise en page est réalisée par Thierry Solignac et l'impression par Baillod Imprimeurs S.A. Bevaix.

AUX CANARIES LE SABLE SAHRAOUI ATTIRE LES TOURISTES !

A Mogán, sur la côte canarienne, dans la province de Las Palmas, il fait très beau en ce début d'année.

La plage nécessite des travaux d'entretien; un nouvel ensablement doit se faire avant la haute saison du tourisme. Où aller chercher ce sable si ce n'est au Sahara Occidental, ce territoire occupé par le Maroc, juste face aux Canaries?

Le sable sahraoui, un bien pillé

Dans notre Bulletin 166 de 2017 (p. 9-11), nous vous informions que les autorités espagnoles avaient ouvert une enquête sur un réseau de trafic international de sable du Sahara Occidental organisé à partir de Rabat. Nous apprenons aujourd'hui que l'Espagne a refusé les requêtes appelant à saisir les cargaisons en provenance du Sahara Occidental. Le pillage se poursuit et des centaines de tonnes de sable continuent de disparaître des plages sahraouies pour la joie des touristes des îles Canaries et des Baléares, et vont grossir les capitaux illégaux de l'occupant marocain.

Les armateurs auraient dû, selon la juridiction internationale, demander au Front Polisario, re-



présentant du peuple sahraoui, l'autorisation de transporter et vendre le sable sahraoui dans un autre pays. Ce qui n'a bien sûr pas été fait, le Maroc s'arrogeant, contre toute légalité, les richesses du Sahara Occidental.

Réactions au pillage du sable

Le maire de la commune de Mogán a reconnu que «le sable utilisé provenait du Sahara Occidental», a rapporté un média espagnol. Le conseiller à la solidarité internationale des îles Canaries et défenseur du peuple sahraoui, Carmelo Ramírez, a déclaré qu'il s'agissait d'une «violation des droits de la population et des réglementations».

De son côté, des groupes de citoyens de Mogán ont envoyé plusieurs lettres à leurs autorités. Début décembre, l'ONG Wes-

tern Sahara Ressources Watch (WSRW) a accusé la municipalité de Mogán d'utiliser illégalement du sable du Sahara Occidental pour rénover sa plage (WSRW.org). Nous ne connaissons pas encore la suite de ces réactions. Si vos vacances vous conduisent dans ces régions, il est fort probable que vous prendrez le soleil sur du sable sahraoui! Et pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour poser quelques questions aux responsables autochtones! Aux hôteliers, par exemple.

*D'après Yassine Benargane,
Yabiladi.com*

N.B. Rappelons que le sable est aujourd'hui la 2e matière première indispensable à la vie des habitants de notre planète après l'eau.

À L'AIDE! ILS VOLENT MON PAYS ET DÉTRUISENT VOTRE DÉMOCRATIE

Omeima Abdeslam, réfugiée du Sahara Occidental et représentante sahraouie auprès de l'ONU à Genève et en Suisse, tente de continuer à croire en l'ONU, la communauté internationale et la solidarité internationale.

Les 5 membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie) bénéficient d'une position prééminente leur permettant de bloquer toutes décisions contraires à leurs intérêts. Ce veto paralyse ainsi une organisation qui est censée promouvoir la paix et garantir les droits humains.

Le Conseil de Sécurité et le conflit du Sahara Occidental

Depuis que le conflit au Sahara Occidental avec l'autodétermi-

nation du peuple sahraoui figure sur l'agenda du Conseil de Sécurité, sa résolution reste gelée. Le Conseil de Sécurité a toujours refusé d'imposer une solution comprenant cette option, impliquant dès lors un statu quo depuis 30 ans au bénéfice du Maroc.

Aujourd'hui, ce qui est alarmant, c'est le manque de volonté politique et d'intérêt de la part du Conseil de Sécurité pour une résolution pacifique de ce conflit. Suite au départ de l'envoyé spécial de l'ONU pour le Saha-



Omeima Abdeslam.

Photo: SP



Manifestation de femmes sahraouies.

Photo: SP

ra Occidental en mai 2019, les pourparlers de paix entre le Maroc et le Sahara Occidental sont tombés dans l'oubli.

La stratégie de manipulation, de chantage et de corruption que le Maroc utilise pour maintenir ce statu quo nuit à la démocratie. Ce pays a réussi à s'introduire dans les agences de l'ONU et faire pression sur celles-ci afin d'assurer ses intérêts. En France? En Espagne? Où d'autres?

Des silences onusiens complices

Certaines actions récentes de l'ONU sont honteuses: en janvier 2020, le passage du rallye «Africa Eco Race» traversant Guerguerat (une zone tampon très sensible entre le Sahara Occidental et la Mauritanie) a été facilité par la MINURSO (Mission des Nations Unies pour le

Référendum au Sahara Occidental) qui a demandé aux jeunes Sahraouis qui voulaient faire entendre leur voix de ne pas compromettre ce rallye. Pourtant, ce passage viole l'accord de paix entre le Maroc et le Front Polisario. Plus inquiétant, le Secrétaire Général reste muet devant les actes de violences et violations des droits humains commis par le Maroc dans les territoires occupés du Sahara Occidental.

Abandon du Sahara Occidental par l'ONU

Ce désintérêt a des conséquences graves pour le Sahara Occidental. Le Maroc continue d'occuper illégalement nos territoires et s'autorise à enfreindre le droit international en toute impunité. Nous perdons confiance en l'ONU et la communauté internationale. Nous nous sentons trahis et restons

préoccupés par le déclin du système démocratique au sein de l'ONU.

Le peuple Sahraoui attend depuis 30 ans que l'ONU tienne sa promesse d'organiser un référendum. Vivre en exil ou dans des camps de réfugiés n'est plus une option acceptable et les choses doivent changer! Le peuple sahraoui a le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de son pays et nous n'y renoncerons pas: la paix et la prospérité de l'Afrique du Nord en dépendent. Le peuple sahraoui ne demande que le respect de l'application des résolutions adoptées par la communauté internationale. Nous voulons tous une coexistence pacifique dans le monde.»

RENCONTRE AVEC KHEIRA, JEUNE SAHRAOUIE RÉFUGIÉE

«Nos terres sont belles»,
assure, rêveuse, Kheira
en évoquant le Sahara
Occidental qu'elle n'a
pourtant jamais vu.

Kheira est née et a grandi dans les camps de réfugiés sahraouis de l'ouest algérien. Ces terres, une étendue désertique de 266.000 km² bordant la côte atlantique entre Mauritanie et Maroc, commencent pourtant à une cinquantaine de km à peine des camps, de l'autre côté de la frontière algérienne et sont arrêtées par un «mur de sable» de 2700 km érigé dans les années 1980 par Rabat. «Un de mes amis a perdu une jambe en sautant sur une mine antipersonnel à plusieurs kilomètres du mur» se souvient Kheira avec tristesse.

Au-delà du mur, tout le reste du territoire, riche notamment en phosphate et en ressources halieutiques, est occupé depuis 1975 par le Maroc.

«On m'a dit que c'était beau... J'ai vu des photos aussi», explique la jeune femme, qui vit dans une bâtisse construite en briques de terre séchée par les réfugiées elles-mêmes. Elle habite dans le camp d'El Ayoun,

du nom de la capitale du Sahara Occidental du bord de l'Atlantique, quittée précipitamment pour échapper à l'armée marocaine, aux bombardements au napalm et au phosphore blanc fin 1975. Les 5 camps de réfugiés se trouvent au sud-ouest algérien, près de la frontière sahraouie, dans la région de Tindouf (1800 km d'Alger). Elle y vit avec son père, sa mère, un de ses cinq frères de 16 ans et sa soeur de 12 ans.

Son père, Moulay, a tout abandonné il y a 44 ans, fuyant l'arrivée au «Sahara espagnol» des troupes marocaines. Le Maroc et la Mauritanie s'étaient alors partagé le territoire aux termes d'un accord avec le colonisateur espagnol. En 1979, Nouakchott, proche de la population sahraouie, a renoncé à ses revendications laissant Rabat prendre le contrôle du territoire.

Après avoir proclamé la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) alors que l'Espagne quitte le territoire qu'elle colonisait depuis le traité de Berlin, le Front Polisario combat les troupes marocaines, jusqu'au cessez-le-feu de 1991 sous l'égide de l'ONU.

«Nous avons des animaux (...), nous nous déplaçons dans le désert», se souvient Moulay, 75 ans, en servant le thé sous une



vaste tente traditionnelle plus fraîche que la bâtisse familiale attenante et son toit en zinc.

A l'arrivée des Marocains, «nous nous sommes enfuis et nous avons tout laissé derrière nous, nos animaux, nos biens, les maisons, tout», poursuit celui qui était un jeune homme de 30 ans quand il est arrivé dans les camps où, dit-il, «les enfants mouraient d'une horrible épidémie de rougeole», avec son épouse et ses parents, depuis décédés.

Trois générations de vie précaire

Issus d'une mosaïque de tribus nomades aujourd'hui réunies dans le giron du Front Polisario, arpentant depuis des siècles les

immensités sableuses du Sahara avec leurs dromadaires, plus de 170.000 Sahraouis sont coincés depuis plus de quatre décennies dans les camps de réfugiés.

Celui d'El Ayoun est parsemé de bâtisses aux murs bruns ayant pris la couleur du sable d'un des déserts les plus inhospitaliers au monde. Celle de la famille de Kheira se compose d'une vaste pièce servant de salon où la famille dort la nuit, d'une petite salle à manger et d'une cuisine. La douche et les toilettes rudimentaires sont dans une construction à l'extérieur.

Il y a de l'électricité par intermittence et pas d'eau courante. Des camions passent régulièrement remplir une grande outre blanche dans laquelle se sert la famille. Comme Moulay, de nombreux Sahraouis ont monté une tente traditionnelle à côté de leur maison.

Les activités sont diverses mais encore trop rares, surtout pour les jeunes revenus dans les camps après avoir terminé leurs études. Après la prière du matin, Kheira et sa mère, la soixantaine, s'occupent des tâches ménagères. «Certains jours, nous allons chercher la nourriture que la solidarité internationale nous envoie; une fois par semaine je me rends dans le local de l'Union Nationale des Femmes Sahraouies pour des cours, des conférences sur la santé, sur la nécessité de continuer à se former. Plusieurs jeunes font de la couture, des pâtes, des piz-



zas qu'elles vont vendre et se faire ainsi un peu d'argent. Ma soeur cadette qui a 12 ans, va à l'école».

Parmi ses quatre frères, certains travaillent dans les jardins des camps où, ajoute Kheira, «les légumes et les fruits sont cultivés pour les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées.» Les autres sont dans l'armée de la RASD.

Les réfugiés vivent de l'aide internationale qui ne fait que diminuer, parfois de rentes de la Légion espagnole où certains Sahraouis avaient été enrôlés, et de petits pécules de parents exilés en Europe. Certains ont monté des petits commerces dans les camps.

Terminons avec le référendum d'autodétermination qui n'a jamais été mis en œuvre. Pour tenter de sortir les négociations de l'impasse, un nouvel émissaire de l'ONU, l'ancien président

allemand Horst Köhler, a été nommé en mai 2018. Mais devant les obstacles dressés par le Maroc et l'absence d'initiatives crédibles de la part du Conseil de sécurité, il a démissionné.

Isolés depuis des décennies, loin des regards de l'opinion internationale, de nombreux Sahraouis comme Kheira veulent continuer de croire qu'ils retrouveront un jour les terres de leurs ancêtres. «Nous prions tous les matins pour revenir sur nos terres, nous voulons être indépendants», dit-elle. «Nous voulons nos terres, quoi qu'on y trouve là-bas.»

D'après R. Kramdi AFP

INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES



Pourquoi les groupes de solidarité avec le peuple sahraoui soutiennent-ils l'initiative pour des multinationales responsables?

Depuis le lancement de l'initiative sur les multinationales responsables, nous nous sommes vivement intéressé/e/s à cette mobilisation qui cherche à instaurer une éthique dans les entreprises multinationales ayant leur siège en Suisse: «Elles doivent s'assurer que les normes environnementales et les droits humains soient respectés dans le cadre de leurs activités».

En tant qu'habitant/e/s de ce pays, nous voulons que ces entreprises soient garantes des droits humains là où elles s'installent. Nous avons assisté à trop de drames dans plusieurs pays pour continuer à fermer les yeux. Par ailleurs, notre intérêt pour le peuple sahraoui et ses ressources naturelles nous obligent à prendre position.

Interpellation politique, réponse peu convaincante

Le 10 décembre 2014, Liliane Maury-Pasquier, alors conseillère aux Etats, déposait une interpellation au Conseil fédéral. Elle concernait l'exploitation par l'Office national des hydrocarbures et des mines du royaume du Maroc et son partenaire, Glencore Xstrata – géant des matières premières domicilié à Zoug –, de deux zones d'extraction offshore. Ces zones se trouvent au sud-est de la capitale du Sahara Occidental, El Ayoun, occupée par le Maroc. Les questions de la parlementaire concernaient le respect du droit international par les multinationales. Peuvent-elles extraire des matières premières dans un territoire non-autonome du point de vue de l'ONU? La réponse du Conseil fédéral à travers le Département des Affaires Etrangères suppute, puisque le Maroc occupe le Sahara Occidental, qu'il est la puissance administrante «de fait», ce qui n'a aucun fondement légal même si l'ONU a cautionné cette dénomination.

Le Conseil fédéral poursuit par des vœux pieux: «Il attend des entreprises qui opèrent dans des contextes fragiles que non

seulement elles respectent les prescriptions légales mais (...) elles devraient (entendez bien ce conditionnel) respecter les droits de l'homme des individus appartenant à des groupes ou des populations spécifiques.

Lafarge-Holcim et ABB énergie éolienne

Aujourd'hui d'autres multinationales suisses s'incrument au Sahara Occidental comme Lafarge-Holcim (Jona; Zoug), spécialisée dans l'industrie du ciment, qui mène des travaux gigantesques près d'El Ayoun et ABB énergie éolienne (Zürich). Fin 2018, l'organisation Terre des Hommes Suisse dénonçait la décision de ces deux multinationales d'investir au Sahara Occidental. ABB énergie éolienne collabore avec une société appartenant à la famille royale marocaine à Boujdour, sur la côte atlantique.

Consolidation de l'occupation marocaine

La présence de ces entreprises est, pour Terre des Hommes, une «consolidation de l'occupation marocaine». Cette association a affirmé qu'il est du devoir de toutes les compagnies internationales de respecter la statut



Installations d'éoliennes au Sahara Occidental par Lafarge-Holcim et ABB.

Photo: SP

juridique du Sahara Occidental et de ne pas appuyer la politique de l'Etat marocain visant «le pillage des ressources naturelles du peuple sahraoui et la marginalisation des citoyens sahraouis, en les privant de tous leurs droits sociopolitiques et économiques et en ignorant la souffrance des milliers de réfugiés sahraouis qui dépendent exclusivement des aides humanitaires internationales».

On ne peut pas oublier les mines de phosphate à ciel ouvert de PhosBoucras au Sahara Occidental dans les mains de l'OCP (Office chérifien du phosphate) qui notamment polluent terriblement l'environnement. Le personnel souffre de différentes maladies respiratoires qui proviennent de l'exposition aux particules fines et les habitants alentours ont eux aussi des problèmes de santé.

Sous le nom de Safto, l'OCP a ouvert une filiale à Genève, enregistrée le 25 mai 2016, et au moins 11 entreprises suisses sont en lien avec cette entreprise marocaine.

Economie et politique

A la Chambre de commerce Suisse-Maroc siègent quelques « fleurons » des multinationales dont le siège est en Suisse. Parmi elles, LafargeHolcim et ABB énergie éolienne ferment les yeux sur l'occupation marocaine extrêmement violente qui contrevient au droit international. Elles acceptent les violations des droits humains subies par la population sahraouie et s'emparent des ressources du Sahara Occidental sans que la population sahraouie puisse donner son avis comme le demande l'ONU pour les territoires non-autonomes. Une législation contraignante contre

certaines pratiques, c'est ce que prévoit l'initiative pour des multinationales responsables mais les entreprises et les partis qui s'inquiètent de l'économie avant la santé, l'environnement et les droits humains n'en veulent pas. Cette initiative doit encore être discutée en mars au Parlement – avec le contre-projet édulcoré qui lui est opposé. Elle devrait pouvoir constituer un changement de pratiques pour les populations qui verraient arriver chez eux les multinationales ayant leur siège en Suisse.

*(pour poursuivre:
initiative-multinationales.ch –
<https://www.swissaid.ch/fr/médias-rapport-maroc>)*

TRAÇABILITÉ DES PRODUITS SAHRAOUI UNION EUROPÉENNE : RIGUEUR ET HONTE

La nouvelle Commission de l'Union Européenne sera-t-elle aussi corruptible que la dernière? Les informations de début février tente de le confirmer.

Tout a commencé avec la question écrite de la finlandaise, Heidi Hautala, vice présidente du Parlement européen à la nouvelle Commission européenne installée le 1er décembre dernier. Le sujet concernait les mesures prises par l'exécutif européen pour assurer la traçabilité des produits en provenance du Sahara Occidental. Un sujet que nous traitons régulièrement.

Une réponse sans ambiguïté

Dans sa réponse, le nouveau commissaire à l'agriculture, le Polonais Janusz Wojciechowski a confirmé que «tous les produits importés dans l'UE, y compris ceux originaires du Sahara Occidental, doivent se conformer à l'obligation de fournir des informations exactes et non trompeuses sur le pays d'origine ou la provenance de ces produits, qui dans ce cas doivent donc être «Sahara Occidental» (et non pas Maroc comme c'est trop souvent le cas)». Ce même commissaire a également insisté sur l'obligation pour les États membres de



Mme Heidi Hautala.

Photo: SP

se conformer aux interprétations «contraignantes» de la Cour de Justice de l'UE concernant l'arrêt de la Cour du 21 décembre 2016 qui proclame et insiste sur «le statut séparé et distinct reconnu au territoire du Sahara occidental».

Tempête à Bruxelles

Au lendemain de cette déclaration, un véritable cyclone ébranla les services du Haut Représentant de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la sécurité, Josep Borrell, un Espagnol plus marocain que le roi chérifien. Son porte-parole accoucha dans l'urgence, sur les conseils du correspondant de l'agence marocaine de presse, d'une déclaration alambiquée dans le but d'édulcorer la réponse éclairante du commissaire à l'agriculture. Les pressions marocaines ont

continué de s'exercer au plus haut niveau des sphères décisionnelles européennes et la réponse du Commissaire à l'Agriculture fut tout bonnement retirée du site officiel du Parlement européen! Une première dans l'histoire de cette institution européenne et une entorse grave à son indépendance que la vice-présidente, Heidi Hautala, n'a pas manqué de condamner publiquement. Tout cela parce que le Maroc est courroucé; le commissaire Wojciechowski a transposé l'arrêt de la CJUE sur les produits des colonies israéliennes (avec son interprétation rigoureuse sur les indications d'origine) à la question du Sahara Occidental. Un crime de lèse-majesté que le Haut Représentant de l'UE, en avocat patenté du Makzen (ainsi que d'autres obligés du Royaume),

ne peut laisser passer. Vassal du roi chérifien, il craint les conséquences de cette réponse sur les recours pendants devant la Cour de Justice de l'UE contre les nouveaux accords illégaux conclus entre l'UE et le Maroc, incluant le Sahara Occidental. Jusqu'où la Commission européenne va-t-elle continuer à transgresser le droit européen pour satisfaire l'occupant marocain du Sahara Occidental?

Une prudence de tous les instants

Nul doute que la réponse du commissaire à l'agriculture s'inscrit parfaitement dans la

jurisprudence de la Cour européenne en ce qui concerne les droits attachés aux territoires occupés. C'est une pièce à verser au dossier judiciaire de la Cour européenne, relatif aux accords illégaux de l'UE sur la pêche et les produits agricoles sahraouis qui constituent une véritable forfaiture au regard du droit international et du droit européen. Et en Suisse

Cette interrogation doit également se porter sur les importations en Suisse des produits provenant du Sahara Occidental. Pour la première année depuis longtemps, les bordereaux de 2019 des douanes suisses ne

montrent aucune entrée dans notre pays de produits du Sahara Occidental. Il est de notre responsabilité de vérifier si actuellement tous les produits provenant du Maroc et du Sahara Occidental, deux territoires distincts, ne sont inscrits que sous la dénomination Maroc.





44^e Anniversaire de la République Arabe Sahraouie Démocratique

La représentation du Front Polisario en Suisse,
Le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui

vous prient de leur faire l'honneur d'assister à la réception qu'ils donneront
à l'occasion de la fête nationale de la République Arabe Sahraouie Démocratique

jeudi 27 février 2020 de 19 h à 21 h

**Salle – Le Forum – 1205 Genève
Entrée par la cour du 14, Village – Suisse**

ADRESSES DE NOTRE COMITÉ

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui – Case postale 177 – 1211 Genève 8

Tél. 032 846 14 89 – Internet www.arso.org

Berthier Perregaux – Vauroux 2 – 2022 Bevaix – Tél. 032 846 14 89

Dr Marie-Claire et Emmanuel Martinoli – Case postale 2229 – 2800 Delémont 2 – Tél. 032 422 87 17

Françoise Buchet – Côte 6 – 2000 Neuchâtel – Tél. 032 853 50 80

Gilles Boss – Quai de la Thièle 4 – 1400 Yverdon-les-Bains

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUI – Postfach 8205 – 3001 Bern